

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

oooooooooooooooooooo

ORDONNANCE DE REFERE N° 020/25 du 10/02/2025

**ORDONNANCE DE
REFERE**

.....

AFFAIRE:

**M. TAHIROU
ADAMOU**

C/

**M. SOULEYMANE
YAYE**

.....

COMPOSITION:

PRESIDENT:
SOULEY Abou

GREFFIERE: Me
M^{me} Beidou. Awa. B.

Nous **SOULEY Abou**, Vice-président du Tribunal de Commerce de Niamey, agissant es-qualité de **Juge de l'exécution**, assisté de **Maitre Madame Beidou Awa Boubacar**, Greffière, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit:

Entre:

MONSIEUR TAHIROU ADAMOU, né le 1^{er} janvier 1964 à Balati, nigérien, commerçant demeurant à Niamey, **assisté de Maitre Issoufou Mamane, avocat à la Cour**, au cabinet duquel domicile est élu;

DEMANDEUR D'UNE PART;

Et

MONSIEUR SOULEYMANE YAYE, né en 1986 commerçant demeurant à Niamey/Yantala, Tel: 96161357 ;

Action: Contestation de saisie vente

DEFENDEUR D'AUTRE PART;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier en quoique ce soit aux intérêts réciproques des parties, mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit;

Sur ce ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit en date du 05 décembre 2024, de Maitre Boubacar Boureima Maizoumbou, Huissier de justice près le Tribunal de grande instance Hors classe de Niamey, y demeurant, Monsieur Tahirou Adamou, né le 1^{er} janvier 1964 à Balati, nigérien, commerçant demeurant à Niamey, assisté de Maitre Issoufou Mamane, avocat à la Cour, a assigné Monsieur Souleymane Yayé, né en 1986 commerçant demeurant à Niamey/Yantala, Tel: 96161357, par devant le Président du Tribunal de Céans, **statuant en matière d'exécution** aux fins de:

- Y venir Monsieur Souleymane Yayé;
- Constater, dire et juger que la saisie vente du 05 novembre 2024 est nulle par application des dispositions de l'AUPSR/VE ;
- Condamner aux entiers dépens ;

A l'appui de son action, le requérant expose que Monsieur Souleymane Yayé a, le 05 novembre 2024 fait pratiquer une saisie vente portant sur le véhicule de marque Toyota immatriculé BF 0023.

Selon lui, aux termes de l'article 140 de l'AUPSR/VE « **le débiteur peut demander la nullité de la saisie portant sur un bien dont il n'est pas propriétaire.** ».

Or soutient-il, en l'espèce il est constant que le véhicule, objet de la saisie appartient à Sanda Nouhou B, tel qu'il ressort des copies de la carte grise du véhicule, vignette auto, l'assurance et le permis de conduire.

Il fait valoir qu'il ya en outre lieu de constater la nullité du commandement de payer en date du 7 octobre 2024, pour défaut de titre exécutoire car, il n'est pas précisé que l'ordonnance visée est assortie de la grosse ou est exécutoire sur minute, en violation de l'article 92 de l'AUPSR/VE.

Pour l'audience du 23 janvier 2025, Maitre Issoufou Mamane, conseil du requérant prétend dans son écrit en date du 20 janvier 2025 (versé au dossier), s'en remettre aux termes de son assignation et pièces produites à l'appui.

Par contre, Monsieur Souleymane Yayé (défendeur) n'a pour sa part, ni comparu ni versé des conclusions.

EN LA FORME

Attendu que le requérant a introduit son action dans les forme et délai prescrits par la loi, qu'il ya lieu de la déclarer recevable;

Attendu qu'il a en outre comparu à l'audience, il sera statué contradictoirement à son égard;

Que par contre, Monsieur Souleymane Yayé, bien que régulièrement assigné à sa personne, n'a ni comparu, ni fourni des excuses valables justifiant sa non comparution, il ya en conséquence lieu de statuer par réputé contradictoire à son encontre ;

AU FOND

Attendu que le requérant sollicite en application de l'article 140 de l'AUPSR/VE de la juridiction de céans, de déclarer nulle la saisie-vente en date du 05 novembre 2024 pratiquée par Monsieur Souleymane Yayé sur le véhicule de marque Toyota immatriculé BF: 0023;

Qu'il soutient que ledit véhicule appartient à Madame Sanda Nouhou Balkissa, comme l'atteste les copies des documents relatifs à sa mise en circulation;

Attendu en effet qu'aux termes de l'article 91 al1 de l'AUPSR/VE: « **tout créancier muni d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible peut, après signification d'un commandement, faire procéder à la saisie et à la vente des biens meubles corporels appartenant à son débiteur, qu'ils soient ou non détenus par ce dernier, afin de se payer sur le prix** » ;

Que l'article 140 du même acte dispose que: « **le débiteur peut demander la nullité de la saisie portant sur un bien dont il n'est pas propriétaire.** » ;

Qu'il résulte, que le débiteur qui sollicite la nullité de la saisie sur un bien dont il prétend ne pas en être propriétaire, doit apporter la preuve de ses allégations ;

Attendu qu'il est en l'espèce constant, que le requérant (débitur saisi) a produit et versé au dossier, les copies de la carte grise, de l'attestation d'assurance et de la vignette 2024, qui prouvent sans équivoque, que le véhicule objet de la saisie querellée est la propriété d'un tiers, en l'occurrence Dame Balkissa Sanda Nouhou ;

Que selon la jurisprudence: « **La production du certificat d'immatriculation et l'attestation d'assurance du véhicule permettant de lever tout doute sur la propriété du véhicule. Dès lors que ces documents sont établis au nom d'un tiers, sa propriété est réputée établie et la saisie annulée**» (T. Com. Conakry, ord. du 2 novembre 2023, Aff. Hadjia Tady Mara C/ Bangaly Condé) ;

Qu'en considération de ce qui précède, il ya lieu de constater que le véhicule de marque Toyota immatriculé BF: 0023, objet de la saisie vente en date du 05 novembre 2024, n'est pas la propriété du débiteur et de déclarer en conséquence nulle et de nul effet ladite saisie en application des dispositions des articles 91 et 140 susvisés;

SUR LES DEPENS

Attendu que Monsieur Souleymane Yayé a succombé à la présente instance, qu'il ya lieu de mettre les dépens à sa charge;

PAR CES MOTIFS:

LE JUGE DE L'EXECUTION

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de Monsieur Tahirou Adamou, par réputé contradictoire à l'encontre de Monsieur Souleymane Yayé, en matière d'exécution et en premier ressort:

- Reçoit Monsieur Tahirou Adamou en son action, comme étant régulière en la forme ;
- Au fond, la déclare fondée ;
- Constate que le véhicule de marque Toyota immatriculé BF: 0023, objet de la saisie vente querellée en date du 05 novembre 2024, n'est pas la propriété du débiteur ;
- Déclare en conséquence nulle et de nul effet ladite saisie vente pratiquée par Monsieur Souleymane Yayé, en application des dispositions des articles 91 et 140 de l'AUPSR/VE;
- Met les dépens à la charge de Monsieur Souleymane Yayé;

Avisé les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours à compter du prononcé et/ ou de la signification de la présente ordonnance pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au greffe du Tribunal de Céans.

Ainsi fait et jugé les jour, mois et an que dessus.

Ont signé:

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

LE JUGE DE L'EXECUTION

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de Monsieur Tahirou Adamou, par réputé contradictoire à l'encontre de Monsieur Souleymane Yayé, en matière d'exécution et en premier ressort:

- Reçoit Monsieur Tahirou Adamou en son action, comme étant régulière en la forme ;**
- Au fond, la déclare fondée;**
- Constate que le véhicule de marque Toyota immatriculé BF: 0023, objet de la saisie vente querellée en date du 05 novembre 2024, n'est pas la propriété du débiteur;**
- Déclare en conséquence nulle et de nul effet ladite saisie vente pratiquée par Monsieur Souleymane Yayé, en application des dispositions des articles 91 et 140 de l'AUPSR/VE;**
- Met les dépens à la charge de Monsieur Souleymane Yayé;**

Avisé les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours à compter du prononcé et/ ou de la signification de la présente ordonnance pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au greffe du Tribunal de Céans.

